

COL 20/2014 – Destruction des biens saisis – Référé pénal

1. INTRODUCTION

L'article 4 de la loi du 25 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de Justice (*M.B.* du 14 mai 2014) insère, dans le Code d'instruction criminelle, un article 28*novies*, qui établit une règle générale selon laquelle le procureur du Roi peut, à chaque stade de la procédure, ordonner la destruction de certains biens saisis. Cette mesure s'accompagne d'une procédure à suivre qui prévoit des recours dans le chef des personnes à charge de qui la saisie a été pratiquée ou qui paraissent habilitées à faire valoir des droits sur les biens à détruire.

Par ailleurs, l'article 4, de la loi du 24 février 1921 – concernant le trafic des substances vénéneuses, soporifiques, stupéfiantes, psychotropes, désinfectantes ou antiseptiques et des substances pouvant servir à la fabrication illicite de substances stupéfiantes et psychotropes – a été complétée par la loi du 7 février 2014, qui ajoute un § 7 :

*« Les substances illégales, ainsi que les matières premières et le matériel utilisé ou destiné à la production illégale des substances visées par la loi précitée, y compris la culture de plantes d'où ces substances peuvent être extraites, **peuvent immédiatement être détruits ou définitivement mis hors d'usage suivant une décision du ministère public, en dépit de la poursuite de l'enquête, dans la mesure où leur conservation n'est pas nécessaire à la manifestation de la vérité.** Dans le cadre d'une **instruction judiciaire**, cette mesure ne peut être ordonnée qu'après **accord du juge d'instruction compétent.** »* En cas de contestation au sujet du matériel utilisé ou destiné à la culture de plantes d'où les substances peuvent être extraites, il est indiqué d'appliquer la procédure de l'article 28*novies* CIC. Il en va de même lorsque la nature même des substances trouvées est contestée.

L'usage de la nouvelle procédure prévue par l'article 28*novies* CIC requiert une prudence particulière. Ainsi, il convient de rappeler l'arrêt n° 65 du 3 avril 2014 de la Cour constitutionnelle lorsque les biens appartiennent à des tiers de bonne foi.

Si, comme le dit la Cour constitutionnelle, la confiscation de biens appartenant à des tiers de bonne foi n'est pas conforme à la Constitution, a fortiori doit-on considérer que la destruction immédiate des mêmes biens est problématique.

SCHÉMA DE LA PROCÉDURE DE DESTRUCTION DE BIENS SAISIS

COMPÉTENCE DU PR DURANT L'ENSEMBLE DE LA PROCÉDURE PÉNALE

→ L'autorisation préalable du JI est requise dans les affaires mises à l'instruction judiciaire

PHASE PRÉPARATOIRE*:
Voir directives du ministère public

PHASE D'INTENTION DE DESTRUCTION DES BIENS* →

Le PR

1° → informe le **propriétaire légitime** – pour autant que son adresse soit connue – (mais aussi les personnes paraissant habilitées à faire valoir des droits / ayants droit / ou la personne à charge de qui la saisie a été pratiquée) par le biais :

- d'une audition
- d'un envoi recommandé
- d'une télécopie
- ou par voie électronique

2° → demande si celui-ci fait abandon de ses droits → réponse dans un DÉLAI fixé par le PR

Exception : l'intéressé a déjà fait abandon

*Les deux phases peuvent être lancées au même moment (harmoniser les délais)

PHASE DE DÉCISION : PR → CONTENU DÉCISION →

DÉCISION

Décision écrite et motivée de destruction des biens saisis **susceptibles de confiscation**

→ à savoir :

1° des biens qui, par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique ;

2° des biens qui, en cas de levée de la saisie, sont susceptibles de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou aux biens de personnes ;

3° des biens qui, s'ils étaient remis en circulation, constitueraient une violation de l'ordre public, des bonnes mœurs ou d'une disposition légale ;

4° des biens dont les coûts de conservation en nature ne sont manifestement pas proportionnels à leur valeur vénale, en raison de la nature ou de la quantité des biens.

→ Le PR **précise** quels biens doivent être détruits (entre autres, n° PAC) + **mode** et **délai d'exécution** de la **destruction**

Exception : en cas d'**urgence** : le PR peut ordonner la destruction **verbalement**, la décision doit être confirmée par écrit **le plus rapidement possible**.

NOTIFICATION DE LA DÉCISION DU PR

Dans un délai de huit jours à compter de la date de la décision →

- par envoi recommandé
- par télécopie
- ou par voie électronique,
 - 1°** à la personne à charge de qui la saisie a été pratiquée ou à son avocat ;
 - 2°** au propriétaire légitime / aux personnes qui paraissent habilitées à faire valoir des droits sur les biens à détruire ou leur avocat.

Exception : PAS DE NOTIFICATION

- L'adresse du propriétaire n'est pas connue ou le propriétaire a fait **abandon** des biens (par écrit / acté au P.-V.)
- Les personnes qui paraissent habilitées à faire valoir des droits / personne à charge de qui la saisie a été pratiquée qui ont **préalablement marqué leur accord par écrit sur la destruction**

Notification : contient le **texte de loi article 28novies CIC**

VOIE DE RECOURS – PROCÉDURE¹

Cour d'appel auprès de la chambre des mises en accusation

- **QUI** : les **personnes** visées à la notification **1° et 2°** →
- **COMMENT** : par une déclaration au greffe de première instance (inscrite au registre *ad hoc*)
- **DÉLAI** : **quinze jours** à compter de la **notification de la décision / prolongation + quinze jours si** une de ces personnes réside ou est établie en dehors du Royaume, **sauf en cas d'élection de domicile en Belgique**

EFFET SUSPENSIF COUR D'APPEL

L'appel **NE suspend QUE** l'exécution de la **destruction** des **biens visés aux points 2° à 4° (voir décision-cadre)** → **destruction après** délai de 15 jours **au plus tôt** (CA), éventuellement prolongé de délais de 15 jours pour les ayants droit domiciliés à l'étranger qui n'ont pas fait élection de domicile en Belgique.

La décision de **destruction des biens visés au point 1°(voir décision-cadre)** est **exécutoire de plein droit** → destruction **immédiate SI CE N'EST QUE**

→ le PR peut retirer ou revoir sa décision :

- sur la base d'un danger réduit pour la sécurité publique ou la santé publique
- en imposant une ou plusieurs conditions destinées à protéger la société d'une atteinte grave à la sécurité publique ou à la santé publique

MOTIF DE SUSPENSION

La procédure devant la chambre des mises en accusation est suspendue :

1° jusqu'à ce qu'une **décision** définitive ait été prononcée sur la demande de levée de la saisie visée aux articles **28sexies et 61quater** ou réglée par des lois particulières, concernant les biens visés aux points **2° à 4°** ;

2° jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prononcée sur la demande d'accomplissement d'un **acte d'instruction conformément à l'article 61quinquies** concernant les biens visés aux points **2° à 4°**, et, le cas échéant, jusqu'à ce que l'**acte d'instruction** visé à l'article 61quinquies concernant les biens visés aux points **2° à 4° ait été accompli** ;

¹ La procédure se déroule conformément aux dispositions de l'article 28sexies, § 4, alinéas 2 à 8.

3° jusqu'à ce que le **procureur** du Roi ait fait exécuter les **actes d'information** qu'il estime utiles et nécessaires pour l'**information** et qui sont ordonnés **d'office ou à la demande de tout ayant droit** concernant les biens visés aux points 2° à 4°.

SUITE DE LA PROCÉDURE CMA

- Le PR envoie les pièces au PG qui les dépose au greffe.
- Information menée par le procureur fédéral : la cour d'appel de BRUXELLES est compétente.
- ARRÊT DANS les 15 jours du dépôt de la déclaration d'appel (suspension sur demande de remise du requérant).
- Notification des lieu, jour et heure de l'audience par fax ou par lettre recommandée au plus tard 48 heures AU PRÉALABLE au requérant (et à son conseil) par le greffier.
- DÉBAT : le procureur général, le requérant et l'avocat sont entendus.
- Si le requérant succombe, il peut être condamné aux frais.

MODE D'EXÉCUTION DE LA DESTRUCTION

1 → Le PR peut préalablement à la destruction : nécessaire à la manifestation de la vérité → ordonner à la police de

- de prélever un échantillon du bien
 - désigner un conseiller technique / qui assiste le service de police requis
- prendre un enregistrement photographique ou vidéo du bien
 - désigner un conseiller technique / qui assiste le service de police requis

→ → échantillon / enregistrement photographique ou vidéo : dépôt au greffe / ou conservé chez la personne désignée par le PR

2 → pour exécuter la destruction, le PR peut :

- **désigner** un prestataire ou un service public spécialisé
- **désigner l'OCSC** moyennant accord préalable du **directeur**
- **requérir la police** locale ou la police fédérale

COÛTS

Les frais de destruction / conservation / enregistrement photographique ou vidéo / assistance d'un conseiller technique = **sont des frais de justice**

2. INTENTION DU LÉGISLATEUR ET DIRECTIVES DU MINISTÈRE PUBLIC

Dans l'exposé des motifs, la ministre de la Justice indiquait qu'il fallait une procédure distincte pour la destruction de biens saisis *durant* l'enquête pénale, pour deux motifs :

1° La destruction en cours d'enquête n'est régie que dans quelques lois particulières (comme l'article 13 de la loi du 15 mai 2007 sur la contrefaçon). Un règlement général fait défaut.

2° Les greffes ne disposent pas toujours de capacité de stockage suffisante et doivent conserver, durant la procédure pénale (qui s'éternise parfois), des biens qui présentent un danger pour l'intégrité physique des personnes ou la santé publique (tels que les armes, la drogue)².

La ministre de la Justice a estimé qu'un nouveau « référé pénal » était nécessaire pour réduire les frais de conservation en nature d'objets d'une valeur très minime (efficacité au niveau des frais) et pour protéger la société contre des objets qui doivent être retirés de la circulation eu égard à leur caractère dangereux ou illégal (critère de sécurité).

Il fallait un règlement spécifique, parce que la destruction de biens saisis n'est normalement possible qu'après une confiscation définitive. La saisie est en effet une mesure conservatoire, c'est le juge du fond qui statue sur la confiscation³. Pour permettre le contrôle judiciaire, un nouveau type de « référé pénal » a été conçu devant la chambre des mises en accusation, qui renvoie partiellement aux dispositions de l'article 28^{sexies} CIC. L'article 4 de la loi du 25 avril 2014 portant des dispositions diverses en matière de Justice organise, comme évoqué ci-avant, la procédure de destruction de biens saisis et le contrôle judiciaire de cette décision. Cette procédure peut, dans certains cas, comme il apparaîtra plus loin, être contrecarrée par des procédures de demande de levée de la saisie conformément aux articles 28^{sexies} et 61^{quater} CIC, ou d'exécution d'actes d'instruction complémentaires conformément à l'article 61^{quinquies} CIC. Ce point est examiné ci-après.

L'intention n'est plus que des biens d'une valeur très minime ou des biens dangereux restent saisis jusqu'à ce que l'instruction soit clôturée. La réduction maximale des frais de justice nécessite que le ministère public mène une politique en la matière.

² Exposé des motifs concernant l'article 28^{novies}, *Doc. Parl.*, Chambre, DOC 53 3149/001, pp. 15-16 (www.dekamer.be).

³ Exposé des motifs, p. 16.

Grâce à l'introduction du nouvel article 28*novies* CIC, le ministère public a maintenant deux possibilités, à savoir :

- 1° l'aliénation en tant que mesure de gestion à valeur constante de biens qui sont sujets à des dépréciations ou dont les frais de conservation peuvent être élevés, le montant de la vente étant saisi (article 28*octies* CIC) ou
- 2° la destruction d'une certaine catégorie de biens saisis (nouvel article 28*novies* CIC).

La nouvelle procédure présente aussi comme avantage que le président siégeant en référé ne peut plus, en raison de l'urgence (article 584 Code judiciaire), se prononcer sur des procédures intentées par des ayants droit contre la destruction de biens saisis. Le nouvel article 28*novies* CIC élabore une procédure particulière, qui vaut comme *lex specialis*, de sorte que le président en référé doit se déclarer incompétent. Si ce dernier se déclare quand même compétent, le ministère public interjettera en tout cas appel et veillera, au besoin (par exemple si une astreinte est imposée), à faire fixer l'affaire en appel dans le plus bref délai, après concertation avec le procureur général. Aucune exécution ne peut en effet être donnée à une décision illégale.

3. CHAMP D'APPLICATION

- **Durant l'ensemble de la procédure pénale**

Le procureur du Roi peut prendre la décision de destruction à chaque stade de la procédure (article 28*novies*, § 1^{er}, CIC).

Pendant **l'instruction judiciaire**, l'autorisation préalable du juge d'instruction est cependant requise pour pouvoir prendre la mesure.

Le législateur n'attribue toutefois la **compétence** liée à cette procédure **qu'au procureur du Roi** (article 28*novies*, § 1^{er}, CIC). Le terme « procureur du Roi » doit toutefois être lu dans son sens large et comprend sans aucun doute aussi l'auditeur du travail.

Le renvoi à « chaque stade de la procédure » implique que ladite procédure peut être menée durant l'ensemble de la procédure pénale, donc également après que le juge du fond a été saisi par une citation directe ou un renvoi ou même après qu'appel a été interjeté du jugement rendu en première instance.

En d'autres termes, après clôture de l'information en cas d'extinction de l'action publique par paiement d'une amende ou à la suite d'une médiation aboutie, ou après clôture de l'instruction judiciaire sans renvoi d'un inculpé ou en cas de

décision judiciaire définitive en phase de jugement, la procédure élaborée à l'article 28*novies* CIC n'est plus d'application. Dans les cas précités, le procureur du Roi doit donner une destination aux biens saisis au sujet desquels aucune décision judiciaire n'a été rendue.

La pratique qui consiste à prendre une décision en indiquant la destination sur l'état rose des pièces à conviction (par exemple, destruction, transfert aux domaines, restitution à une personne déterminée) reste intégralement d'application.

La phase d'exécution de la peine ne relève absolument pas du champ d'application de la procédure précitée.

- **Décision motivée du procureur du Roi**

Le procureur du Roi peut, à chaque stade de la procédure, ordonner, par décision écrite et motivée, la destruction de biens saisis susceptibles de confiscation (article 28*novies*, § 1^{er}, CIC).

Le législateur n'a pas précisé la notion de « décision motivée » à l'article 28*novies*, § 1^{er}, CIC. Celle-ci est commentée plus loin.

- **Catégorie de biens**

Le procureur du Roi peut ordonner la destruction des biens suivants :

- 1° des biens qui, par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique ;
- 2° des biens qui, en cas de levée de la saisie, sont susceptibles de porter gravement atteinte à l'intégrité physique ou aux biens de personnes ;
- 3° des biens qui, s'ils étaient remis en circulation, constitueraient une violation de l'ordre public, des bonnes mœurs ou d'une disposition légale (par exemple, la pornographie infantile, la fausse monnaie) ;
- 4° des biens dont les coûts de conservation en nature ne sont manifestement pas proportionnels à leur valeur vénale, en raison de la nature ou de la quantité des biens (article 28*novies*, § 2, CIC).

- **Décision d'opportunité du procureur du Roi – Pas d'obligation**

Il ressort de l'exposé des motifs que la nouvelle procédure ne vaut que pour la destruction de biens saisis *durant* la procédure pénale. Elle ne prévoit non plus

aucune obligation pour le procureur du Roi de faire détruire des biens saisis appartenant à l'une des quatre catégories.

L'article 28^{novies}, § 1^{er}, dispose en effet que le procureur du Roi *peut* faire détruire des biens saisis.

– Application de lois particulières

La législation particulière relative à la destruction de biens saisis, comme l'article 13 de la loi sur la contrefaçon, reste intégralement d'application (article 28^{novies}, § 1^{er}, CIC).

4. PHASE PRÉPARATOIRE

- **Directive du ministère public – Préparation de la procédure à la première phase de l'enquête pénale**

L'exposé des motifs énonce qu'il convient de favoriser la pratique qui consiste à « aussi inviter le saisi » à faire abandon des biens saisis, car « *ceci permet en effet de ne pas devoir appliquer la procédure proposée, procédure qui a, en tout état de cause, un caractère restrictif* »⁴.

Une bonne politique nécessite qu'à chaque enquête, la clarté soit faite le plus rapidement possible sur, d'une part, les choses qui doivent être saisies et, d'autre part, sur les personnes pouvant faire valoir des droits (et lesquels) à l'égard de ces biens.

Chaque fois que des biens sont saisis dans le cadre d'une information ou d'une instruction judiciaire, il est indiqué que le service de police vérifie immédiatement – du moins le plus tôt possible – quelles personnes (physiques ou morales) peuvent faire valoir des droits sur ces choses à saisir ou saisies ; interroge ces ayants droit, par exemple durant la (première) audition en tant que suspect, témoin ou personne à charge de qui la saisie a été pratiquée, sur la nature de leur droit ; leur demande s'ils font volontairement abandon de ces choses (en les précisant) ; et note le domicile / lieu de résidence / siège de la personne morale / lieu de domicile élu dans le cadre de la LDP / ou le lieu où l'ayant droit en question signale pouvoir être joint dans le pays ou à l'étranger.

Lorsqu'une audition ne porte que sur ces questions, elle ne relève pas de la définition d'une audition donnant lieu à l'application de l'article 47^{bis} CIC.

⁴ Exposé des motifs, p. 16.

De cette manière, on évite du travail policier inutile et la procédure abordée ci-après ne doit plus être appliquée ou, le cas échéant, elle est déjà préparée et accélérée, puisque toutes les données nécessaires sont déjà disponibles.

5. NOTIFICATION DE L'INTENTION DE DÉTRUIRE

– Notification de l'intention de détruire les biens (article 28^{novies}, § 1^{er})

Le procureur du Roi informe le propriétaire légitime (mais aussi les personnes paraissant habilitées à faire valoir des droits / l'ayant droit / ou la personne à charge de qui la saisie a été pratiquée :

- par le biais d'une audition
- par envoi recommandé
- par télécopie
- ou par voie électronique

de son intention de détruire les biens, pour autant que cette personne ainsi que son adresse soient connues.

Il n'est pas toujours judicieux (voir ci-dessus) de ne retenir que l'adresse d'inscription. Lorsqu'il s'agit d'un inculpé qui a été détenu et remis en liberté, l'adresse que l'inculpé a indiquée à la direction de la prison conformément à l'article 29 LDP peut également être prise en considération. Il est en outre renvoyé au point 9 (délai).

Le procureur du Roi invite le propriétaire légitime à lui communiquer, dans le délai qu'il fixe, s'il fait abandon de ses droits sur les biens saisis. Le propriétaire légitime qui a déjà fait abandon de ses droits sur les biens à détruire, ne doit plus être informé ni invité à faire abandon desdits droits.

Alors qu'à cette phase de la procédure, la loi ne fait allusion qu'au « propriétaire légitime », il est évident qu'il convient de poser la question de l'abandon à toute personne qui pourrait faire valoir des droits à l'égard des choses saisies (ayant droit / personne à charge de qui la saisie a été pratiquée). La qualité exacte d'un ayant droit peut en effet être contestée au cours de la procédure pénale.

6. DÉCISION DE DESTRUCTION – CONTENU

– Décision motivée du procureur du Roi

Le procureur du Roi doit assurément motiver la raison pour laquelle les biens doivent déjà être détruits lors de la procédure pénale, puisqu'une mesure de destruction n'est, en principe, pas compatible avec le principe juridique de la « saisie en matière pénale »⁵.

En outre, il convient de démontrer pourquoi il est précisément besoin d'une destruction, et non d'une vente suivie d'une saisie du produit de la vente et il y a lieu de spécifier à quelle catégorie les biens appartiennent (voir ci-dessus).

– Désignation des biens à détruire

Le procureur du Roi indique dans sa décision écrite quels biens doivent être détruits. Pour éviter toute discussion, il est conseillé de renvoyer, dans la décision écrite, aux numéros du service des pièces à conviction et éventuellement aux numéros des procès-verbaux de saisie.

– Indication du délai et du mode de destruction

Le procureur du Roi détermine la manière dont et le délai dans lequel sa décision de destruction doit être exécutée.

– Décision verbale en cas d'urgence

En cas d'urgence, il peut décider verbalement de la destruction de biens, moyennant confirmation écrite ultérieure de la décision (article 28*novies*, § 3, CIC). Il va de soi qu'il ne sera fait usage de cette possibilité qu'avec la plus grande circonspection, par exemple en cas de biens qui constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique.

– Désignation d'un prestataire, d'un service public ou de l'OCSC

Le procureur du Roi désigne un prestataire (par exemple, incinérateurs) ou un service public spécialisé qui procédera à la destruction du bien concerné. Il met le bien à détruire à la disposition du prestataire ou du service public désigné. Pour la

⁵ DOC 53 3149/001, p. 16 – Avis du Conseil d'État n° 53.914/1/V-2/V du 3 septembre 2013.

destruction, le procureur du Roi peut, au besoin, requérir la police locale ou fédérale. Les membres de la police locale ou de la police fédérale prêtent main-forte s'ils sont requis à cette fin (article 28*novies*, § 4, CIC).

Le cas échéant, le procureur du Roi désigne l'Organe central pour la Saisie et la Confiscation pour l'exécution et le suivi de sa décision. Dans la pratique, l'application de cette décision doit être comprise en ce sens que l'OCSC dressera un inventaire des principaux prestataires de services et qu'il assistera le procureur du Roi dans ce cadre.

Étant donné les capacités limitées de l'OCSC, l'accord de son directeur est toujours requis. En cas de problèmes persistants à cet égard dans un dossier concret, le directeur de l'OCSC peut demander au Collège des procureurs généraux de prendre les mesures qui s'imposent.

- **Prise d'échantillon, enregistrement photographique ou vidéo** (article 28*novies*, § 5, CIC)

Si cela est nécessaire à la manifestation de la vérité, le procureur du Roi ordonne, préalablement à la destruction du bien, la prise d'échantillon ou un enregistrement photographique ou vidéo du bien.

L'exposé des motifs précise que si les biens peuvent encore être utilisés en vue de l'administration de la preuve devant le juge pénal, le procureur du Roi peut décider de ne pas détruire le bien dans son intégralité. S'il s'agit de matières premières, de liquides ou d'autres biens matériels, un échantillon représentatif peut être prélevé et déposé au greffe. D'autres biens peuvent être photographiés ou filmés, l'enregistrement étant déposé comme pièce à conviction.⁶ Le droit à la contradiction est ainsi garanti. Les pièces à conviction font en effet partie du dossier répressif et doivent pouvoir être consultées par le prévenu, même si elles n'ont pas été déposées au greffe⁷.

En vue du prélèvement d'un échantillon ou d'un enregistrement photographique ou vidéo, le procureur du Roi peut faire appel à un conseiller technique, qui assiste le service de police dans la prise d'échantillon ou l'enregistrement (article 28*novies*, § 5, CIC).

Le service de police requis dépose l'échantillon pris ou l'enregistrement photographique ou vidéo au greffe ou met l'échantillon pris ou l'enregistrement

⁶ Exposé des motifs, p. 18.

⁷ Cass., 18 juillet 2000, *Arr. Cass.*, 2000, n° 428. Cf. R. VERSTRAETEN, *Handboek Strafvordering*, Anvers, Maklu, 2012, p. 930.

photographique ou vidéo à disposition de toute autre personne désignée par le procureur du Roi et qui s'occupe de sa conservation jusque la levée de la saisie ou la confiscation.

La ministre a déclaré à juste titre que le ministère public devait tenir compte des droits de la défense et qu'aucun bien ne pouvait par conséquent être détruit si des actes d'instruction à charge ou à décharge concernant ces biens devaient encore être effectués, notamment la recherche de traces, une analyse ADN, la dactyloscopie ou l'examen toxicologique. C'est aussi pour cette raison qu'un projet de référé pénal a été élaboré : l'intéressé peut s'adresser à la chambre des mises en accusation pour empêcher la destruction de biens, parce qu'un complément d'enquête est nécessaire, par exemple une contre-expertise⁸.

Assez curieusement, la procédure devant la chambre des mises en accusation n'est suspendue que jusqu'au prononcé relatif aux actes d'instruction qui portent sur les biens visés au § 2, 2° à 4° (article 28*novies*, § 7, CIC). Un inculpé à l'égard duquel il existe des indices de trafic de drogues et qui conteste la nature même des substances trouvées (cf. la remarque relative à l'article 4, § 7, de la loi du 24 février 1921 figurant dans l'introduction de la présente directive) peut, certes, introduire une requête tendant à faire analyser les substances saisies, avec possibilité d'appel devant la CMA (article 61*quinquies* CIC), mais une telle procédure ne suspend pas la décision de destruction de biens saisis, car la suspension ne vaut pas pour les biens qui, par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique (§ 2, 1°). En pareil cas, il est néanmoins indiqué que le procureur du Roi attende que la CMA statue sur la nécessité d'un examen toxicologique ou d'une contre-expertise. De cette manière, les droits de la défense sont garantis.

7. NOTIFICATION DE LA DÉCISION DE DESTRUCTION

Le procureur du Roi communique, **dans un délai de 8 jours à dater de la notification, la décision de destruction,**

- par lettre recommandée
- par télécopie
- ou par voie électronique

aux personnes suivantes :

1° la personne à charge de qui la saisie a été pratiquée ou, le cas échéant, son avocat

⁸ Exposé des motifs, p. 18.

2° les personnes qui, suivant les indications fournies par la procédure (pièces du dossier) paraissent habilitées à faire valoir des droits sur les biens à détruire ; le propriétaire légitime ou, le cas échéant, leurs avocats.

La notification doit contenir le texte de l'article 28*novies* CIC (article 28*novies*, § 7, CIC).

La notification n'est pas nécessaire si les personnes précitées (voir 1° et 2°) ont marqué leur accord préalablement et par écrit sur la destruction (article 28*novies*, § 7, CIC). L'abandon doit donc se faire par écrit, dans un procès-verbal de déclaration d'abandon ou dans un écrit qui émane explicitement de l'intéressé. Le fait que celui-ci ne réagisse pas dans un délai déterminé ou ne réponde pas à la convocation à l'audition ne peut donc pas être interprété comme un abandon. Dans ces cas, l'intéressé doit être averti par courrier de la décision de destruction qui a été prise et il faut attendre le délai de 15 jours pour intenter une procédure devant la CMA (voir ci-après).

Si le procureur du Roi ordonne une audition de l'intéressé afin d'obtenir l'abandon des biens, il s'agit, comme déjà expliqué ci-avant, d'une audition qui ne correspond pas à la définition d'une audition donnant lieu à l'application de l'article 47*bis* CIC et elle ne relève donc pas du champ d'application de la directive Salduz (COL 8/2011), du moins, lorsque l'audition ne porte que sur l'abandon. Par contre, si cette dernière a également trait aux faits imputés, il convient de procéder à une audition suivant la catégorie à appliquer, en fonction de la situation.

8. RÉFÉRÉ PÉNAL

– Délai

Les personnes visées aux points 1° et 2° peuvent **s'adresser à la chambre des mises en accusation** dans un délai de **quinze jours à compter de la notification** de la décision de destruction. Ce délai est prolongé de quinze jours si une de ces personnes réside ou est établie en dehors du Royaume, sauf en cas d'élection de domicile en Belgique (article 28*novies*, § 7, CIC).

Le domicile élu peut être le domicile que l'inculpé indique à l'issue de la détention préventive (article 29 loi du 20 juillet 1990 relative à la détention préventive).

L'on ne soulignera donc jamais assez la nécessité de rassembler minutieusement, durant la phase préparatoire, l'ensemble des données utiles de toutes les personnes intéressées concernant le domicile / l'élection de domicile / la résidence et de les contrôler une nouvelle fois au moment de la notification.

– **Effet suspensif de l'appel / décision de retrait**

L'appel suspend l'exécution de la décision de destruction, sauf pour les biens qui, par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique (article 28*novies*, § 7, CIC, à savoir les biens visés à la catégorie § 2, 1°). Concernant ces derniers biens, la décision est exécutable de plein droit.

S'agissant toujours de ces derniers biens (mentionnés au § 2, 1°), le procureur du Roi peut retirer ou revoir sa décision sur la base de contre-indications portant sur le danger réduit pour la sécurité publique ou la santé publique, ou en imposant le respect d'une ou plusieurs conditions susceptibles de contribuer à la protection de la société contre une atteinte grave à la sécurité publique ou à la santé publique (article 28*novies*, § 7, CIC). L'on peut citer l'exemple de la levée de la saisie pratiquée sur les bouteilles de gaz instables à condition que le propriétaire saisi offre les garanties nécessaires de conservation des bouteilles de gaz en toute sécurité⁹.

– **Autres causes de suspension de la procédure devant la chambre des mises en accusation (article 28*novies*, § 7, CIC)**

La procédure devant la chambre des mises en accusation peut être contrecarrée par d'autres procédures ou actes d'information que la loi décrit avec précision. Dans ces cas, la procédure devant la chambre des mises en accusation est suspendue de plein droit, c'est-à-dire :

1° jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prononcée sur la demande de levée de la saisie visée aux articles 28*sexies* et 61*quater* ou réglée par des lois particulières, concernant les biens visés au § 2, 2° à 4° ;

2° jusqu'à ce qu'une décision définitive ait été prononcée sur la demande d'accomplissement d'un acte d'instruction conformément à l'article 61*quinquies* concernant les biens visés au § 2, 2° à 4°, et le cas échéant, jusqu'à ce que l'acte d'instruction visé à l'article 61*quinquies* concernant les biens visés au § 2, 2° à 4°, ait été accompli ;

3° jusqu'à ce que le procureur du Roi ait fait exécuter les actes d'information qu'il estime utiles et nécessaires pour l'information et qui sont ordonnés d'office ou à la demande de tout ayant droit concernant les biens visés au § 2, 2° à 4° (article 28*novies*, § 7).

⁹ Exposé des motifs, p. 20.

L'exposé des motifs précise ce qui suit : « Si outre la procédure de recours réglée à l'art. 28novies du Code d'instruction criminelle, l'intéressé demande également la levée de la saisie par le biais du référé pénal (artt. 28sexies et 61quater du Code d'instruction criminelle), l'examen de l'affaire par la chambre des mises en accusation dans le cadre de la procédure de destruction est suspendu jusqu'à ce qu'une décision ait été rendue sur cette requête. La procédure de destruction n'est pas suspendue s'il s'agit de biens qui, par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique, vu le ratio legis de la mesure (protection de la société). »

Par conséquent, rien n'empêche le propriétaire de biens saisis de s'opposer à la destruction, tout en intentant une procédure tendant à obtenir la levée de la saisie. Il est indiqué que les deux procédures soient examinées conjointement.

La ministre de la Justice a estimé que la force exécutoire de plein droit pour les biens saisis relevant de la catégorie § 2, 1° était justifiée par la protection de la société. Il s'agit de biens qui, « par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique ». L'exposé des motifs reprend comme exemple des chiens agressifs qui ont attaqué des personnes, les munitions, les explosifs, les substances toxiques et les bouteilles de gaz¹⁰.

Au sujet des biens appartenant à la catégorie « § 2, 1° » qui, par leur nature, constituent un danger grave pour la sécurité publique ou la santé publique », il a déjà été signalé qu'il était possible qu'une procédure d'actes d'instruction complémentaires ait précisément pour objet de faire analyser les substances saisies, et que, dans ce cas, il est néanmoins recommandé, afin de garantir les droits de la défense, que le procureur du Roi attende que la CMA ait statué sur la nécessité d'un examen toxicologique ou d'une contre-expertise, et que, le cas échéant, cet examen ou cette expertise ait été exécuté.

– Le déroulement de la procédure

La procédure devant la CMA se déroule conformément aux dispositions de l'article 28sexies, § 4, alinéas 2 à 8, CIC (article 28novies, § 7, CIC), qui contient le schéma suivant :

- déclaration au greffe du tribunal de première instance (elle est la seule manière possible d'introduire un recours – appel – de la décision de destruction du procureur du Roi) ;
- inscription de la déclaration dans un registre spécial ;

¹⁰ Exposé des motifs, p. 20.

- la CMA de Bruxelles est compétente pour les dossiers traités par le parquet fédéral ;
- envoi des pièces de la procédure au procureur général, qui les dépose au greffe ;
- prononcé de la CMA dans un délai de 15 jours après le dépôt de la déclaration (à cet égard, il convient de souligner que ce délai n'est pas prescrit à peine de nullité) ;
- le délai du prononcé est suspendu pour la durée de la remise accordée à la demande du requérant ou de son avocat ;
- le greffier informe le requérant et son avocat par télécopie ou envoi recommandé, au plus tard 48 heures au préalable, des lieu, jour et heure de l'audience ;
- le procureur général, le requérant et son avocat sont entendus ;
- le requérant qui succombe peut être condamné aux frais.

Étant donné que le requérant ne peut saisir la chambre des mises en accusation que par une déclaration faite au greffe du tribunal de première instance, il ne pourra donc indiquer pour la première fois pourquoi la destruction des objets saisis ne serait pas admise que durant les débats oraux devant la CMA.

Le fait que la chambre des mises en accusation soit saisie en vertu de l'article 28*novies*, § 7, CIC ne confère pas au requérant le droit de consulter le dossier répressif ou d'en obtenir une copie. Le secret de l'information et de l'instruction (articles 28*quinquies*, § 1^{er}, et 57, § 1^{er}, CIC) et les prescriptions en matière de consultation et de copie (articles 21*bis* et 61*ter* CIC), telles qu'insérées ou modifiées par les articles 24 et 25 de la loi du 27 décembre 2012 portant des dispositions diverses en matière de Justice, *M.B.* du 31 janvier 2013) restent pleinement d'application. Il est aussi renvoyé aux directives relatives au référé pénal qui sont intégralement applicables.

L'article 4 de la loi du 25 avril 2014 (*M.B.* du 14 mai 2014) ne modifie pas la disposition régissant les décisions susceptibles d'un pourvoi en cassation immédiat (article 416 CIC). Il en résulte que ce n'est qu'à la fin de la procédure pénale que l'intéressé peut introduire un pourvoi en cassation contre des arrêts de la CMA en matière de destruction de biens saisis, en même temps que sur le fond de l'affaire.

Dès lors, pour les biens mentionnés à l'article 28*novies*, § 2, 2°, 3° et 4°, le procureur du Roi doit attendre d'exécuter sa décision de destruction jusqu'à ce que le délai prévu pour intenter une procédure devant la CMA soit expiré (15 jours après la notification ou, dans le cas d'un requérant qui habite à l'étranger sans élection de domicile, 30 jours après la notification). Si une requête a été déposée au greffe dans ce délai, la décision de destruction est automatiquement suspendue

pour les biens de cette catégorie, jusqu'à ce que la CMA ait statué de manière définitive.

- **Frais**

Les coûts de la destruction, de la prise et de la conservation de l'échantillon ou d'un enregistrement photographique ou vidéo ainsi que de l'assistance d'un conseiller technique sont des frais de justice que le condamné devra supporter (article 28*novies*, § 6, CIC).

À cet égard, l'on peut rappeler la législation récente qui prévoit qu'en cas d'acquittement ou de non-lieu dans une affaire où l'action publique a été engagée par la partie civile, celle-ci ne sera plus automatiquement condamnée aux frais de justice (article 162 CIC, tel que modifié par la loi du 2 avril 2014, *M.B.* du 30 avril 2014).

- **Indemnisation**

Si, après la destruction du bien, le procureur du Roi classe sans suite ou si la procédure pénale est clôturée définitivement par un acquittement (basé sur le non-fondement de l'action publique), ou par un non-lieu pour cause d'absence de charges, le propriétaire légitime de la chose détruite peut réclamer des dommages-intérêts dans la mesure où le bien aurait pu être remis en circulation de manière régulière (article 28*novies*, § 8, CIC).

Le montant de l'indemnité correspond à la valeur du bien détruit au moment de la destruction (article 28*novies*, § 8, CIC).

L'expression « acquittement basé sur le non-fondement de l'action publique » utilisée dans la loi nécessite des explications supplémentaires. L'exposé des motifs précise que le simple fait que le propriétaire légitime n'ait pas été déclaré coupable du chef d'un délit, pour quelque raison que ce soit (acquittement pour prescription de l'action publique, etc.) et que les biens détruits étaient normalement susceptibles d'être restitués, est suffisant pour se prévaloir d'un dédommagement¹¹.

L'action en dédommagement est introduite contre l'État belge en la personne du ministre de la Justice, conformément aux formes prévues par le Code judiciaire (article 28*novies*, § 8, CIC).

Il ne peut naturellement jamais être question d'une quelconque indemnisation pour des biens qui sont par nature illégaux et qui en aucun cas ne peuvent être remis en circulation, comme la pornographie infantile, les stupéfiants et les armes

¹¹ Exposé des motifs, p. 21.

prohibées¹². À ce propos, il peut être renvoyé au principe de droit civil bien connu du « *nemo auditur turpitudinem suam allegans* ».

¹² Exposé des motifs, p. 21.